



RAPPORT FINAL

**LES BESOINS DANS LE DOMAINE DE LA
FORMATION
AU JOURNALISME AUPRES DES
RADIODIFFUSEURS
DU SUD MEDITERRANEEN**

Atelier de consultation inter-secteur journalisme et formation (Casablanca, 20-22 décembre 2010)

Participants :

COPEAM : Mme Micol Pancaldi - Projets de Formation

UNESCO : Mme Misako Ito, Conseillère pour la communication et l'information, Bureau de l'UNESCO pour l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie

AFPA : M. Jean De Suzzoni - Chargé de mission, Affaires internationales - Délégation Inter Régionale Grand Sud-Est

Ecole Supérieure de Journalisme de Montpellier : M. Benoit Califano - Directeur

Soread – 2M : Rachida Taame - Chef de Département Formation et Vice- Présidente Commission Formation COPEAM

CFI (Canal France International) :

M. Eric Soulier - Directeur Méditerranée/Asie et Président Commission Formation COPEAM

M. Christophe Dehlinger - Délégué Méditerranée

M. Jean De Pins - Direction Méditerranée/Asie

Uninettuno : M. Nicola Paravati - Responsable Communication et Développement

CAPJC (Centre Africain de Perfectionnement des Journalistes et des Communicateurs) : M. Mohamed Gontara - Directeur Général

Radio Tunisienne : Mme Fathia Hamdane - Directrice de l'information

EPTV/Algérie : M. Amar Bourouis - Rédacteur en Chef central

2M/Maroc : M. Adil Chquiry, Secrétaire Général de la Direction de l'Information

SNRT/Maroc : M. Khalid Khachan, Responsable de la formation

PBC/Territoires Palestiniens : Mme Hanadi Masoud - Directrice du Département des Relations Internationales

JRTV/Jordanie : Mme Jehan Hamad Al Fuqaha - Coordinatrice Département Relations Internationales

ORTAS/Syrie : Mme Souhair Sermini - Directrice de la Chaîne Satellitaire

INA (Institut National de l'Audiovisuel) : Mme Hélène Bettembourg - Pôle enseignement et recherche

ISIC (Institut Supérieur de l'Information et de la Communication) : M Aârab Issiali, Directeur

ESJC (Ecole de Journalisme et de Communication) : M Radouane Rizki, Directeur

Présentation des tendances principales relevées par le questionnaire et débattues par les représentants des radiodiffuseurs et du secteur de la formation présents:

1. Féminisation de la profession : une majorité des femmes professionnelles a répondu au questionnaire. Nous pouvons, statistiquement, affirmer que le métier de journaliste est occupé par les femmes pour près de 53%.
2. Fort taux de contrat à durée indéterminée et de cartes professionnelles
3. Ancienneté des journalistes : dans les organismes de télévision la tranche d'âge 20/34 ans est la plus représentée et l'ancienneté est entre 4 et 10 ans ; dans les organismes radio la tranche d'âge la plus représentée est 35/44 ans et l'ancienneté est entre 4 et 10 ans.
4. Formation initiale (section « Votre formation » du questionnaire):
 - a. entre 80% et 90% des sondés possèdent un niveau licence (pour les télévisions anglophones, 80% possèdent un *Bachelor* en communication)¹. Les femmes sont en règle générale plus diplômées que les hommes ;

¹ Sur ces pourcentages, entre 65% (TV francophones) et 78% (radios francophones) possèdent une maîtrise en journalisme.

- b. un large pourcentage - moyenne de 64%, contre 14,8% en France² - des professionnels interrogés a suivi un cursus en formation *initiale* au journalisme ;
- c. un très large pourcentage (89% des journalistes de radios francophones, 88% des journalistes de télévisions francophones et 60% des journalistes de TV anglophones) n'a pas suivi un cursus de formation *professionnelle* au métier de journalisme ;
- d. la formation en alternance (centre de formation/terrain) est une pratique complètement absente dans les organismes des radiotélévisions francophones interrogés³, et peu pratiquée dans les organismes anglophones (35% des réponses).
- e. manque constaté de partenariats/conventions actifs entre les organismes de radiotélévision et les organismes universitaires/centres de formation.

Constats:

Nécessité de professionnaliser la formation initiale⁴ afin de renforcer la capacité d'emploi des diplômés, les compétences pratiques et la spécialisation des apprentis. La responsabilité de former au métier les jeunes professionnels ne peut pas être laissée aux seuls radiodiffuseurs⁵. Par ailleurs, des activités de préparation comme les simulations pratiques organisées par des structures de formation ne sont pas suffisamment efficaces.

La question de l'harmonisation des titres et des diplômes dans la région est très sensible, car c'est elle qui permet de promouvoir une vraie mobilité des professionnels. Question qui pourra être étudiée dans le cadre de l'Union pour Méditerranée⁶.

Recommandations :

Développer une *formation-action multimodale* fondée sur un *partenariat médias-écoles* au travers du :

- renforcement de modalités comme le stage entreprise, les échanges, et les périodes de pré-embauche et ceci même au niveau international afin de promouvoir une mobilité circulaire.
- développement de la formation en alternance.

Grace à :

- la structuration de cadres de partenariat/convention entre instituts/écoles et médias. Les rares expériences de synergie médias/écoles (par exemple entre Soread - 2M et ISIC) devraient s'inscrire dans des accords cadres : les tâches de formation de base, de conduite des évaluations et de certification des compétences revenant aux écoles, les radiodiffuseurs devant fournir l'environnement et le terrain professionnel.
- le développement de mécanismes institutionnels de soutien à ces projets. Besoin d'une action visant à élargir au secteur de la formation au journalisme les programmes nationaux de soutien à l'apprentissage. Possibilité de mettre en place des expériences de collaboration entre organismes pour financer ces activités (exemples existants).
- la promotion de la mise en réseau des écoles/universités/ instituts de formation de la région . Celle-ci aiderait à mieux structurer des activités de coopération au sein du secteur de la formation ainsi qu'entre le secteur médias et le secteur formation⁷.

Proposition :

Création d'une filière pilote (par exemple, pour un groupe/échantillon d'étudiants) d'accompagnement formatif en alternance impliquant médias et écoles, en développant la didactique professionnelle.

² Ceci pourrait s'expliquer par l'identification des études de communication au journalisme dans les pays du sud.

³ Prévalence dans les pays du Maghreb du modèle français basé sur le « présentiel » et la théorie.

⁴ Recommandation aussi de l'UNESCO.

⁵ Souvent les apprentis délaissent leur emploi-formation pour aller travailler ailleurs, faisant perdre aux radiodiffuseurs leur investissement en formation.

⁶ Voir la Déclaration du groupe de travail de l'UPM du 8 octobre 2010: « Vers un cadre Euro-méditerranéen des qualifications: Reconnaissance et transfert des compétences et des qualifications au sein de l'UPM ».

⁷ Le projet UAM - Université Audiovisuelle de la Méditerranée - promu par la COPEAM et l'INA s'inscrit dans cet esprit.

5. Formation continue (section « Informations générales » du questionnaire):

- a. existence d'un *département* de formation à l'intérieur de la majorité des organismes de radiodiffusion (la présence d'un *centre* de formation interne est moins généralisée).
- b. manque (ou méconnaissance) de programmes de formation continue dans les organismes de radiodiffusion (relation intéressante à observer entre les résultats a et b).
- c. manque de partenariats ou de conventions actifs entre les organismes de radiodiffusion et les organismes universitaires/centres de formation.

Constats:

Le nouveau contexte culturel et médiatique fondée sur la circulation rapide et la consommation instantanée des informations, le multimédia, l'évolution des outils techniques et des langages dans la production de l'information, le nouveau profil du public, rendent la formation continue et la mise à jour des compétences une nécessité permanente pour les journalistes. Ceci s'exprime non seulement au niveau des connaissances, mais aussi du *savoir-faire* et du *savoir-être*. Un diplôme n'est plus suffisant pour rester employable durant toute la vie professionnelle : au-delà des compétences techniques de base, il faut continuer à apprendre, développer des compétences transversales comme la réactivité, la flexibilité, la communication, le travail dans l'urgence, la connaissance des problématiques juridiques et déontologiques liées à l'utilisation des sources et des images et établir une proximité socioculturelle et émotionnelle avec le public. Il s'agit de s'inscrire dans la logique de la formation *tout au long de la vie*.

La tendance actuelle de réduire les effectifs des rédactions rend encore plus nécessaire le développement de nouvelles compétences techniques et non-techniques.

Recommandations :

Promouvoir une action de sensibilisation aux bénéfices et à la nécessité de la formation continue auprès :

- des bénéficiaires
- des décideurs dans les organisations médias afin de mettre en place une stratégie de formation interne et des dispositifs organisationnels permettant à leurs journalistes de suivre ces formations (substitutions, etc.)

Des partenariats transversaux avec les écoles/instituts de formation, les institutions et des organisations internationales, comme l'Unesco, pourraient être mis en place dans ce sens.

- d. peu de programmes de formation aux spécialités journalistiques (ceux-ci sont plus diffusés dans les organismes de radiodiffusion anglophones)

Constats:

La complexité croissante et l'internationalisation de certaines thématiques d'actualité, d'une part, et la mission de service public des radiodiffuseurs, d'autre part, accentuent le besoin de former certains spécialistes dans les rédactions (nombre de journalistes et typologies de compétence à définir selon l'organisation et la ligne éditoriale des rédactions) soit pour couvrir certains événements soit pour produire des rubriques d'approfondissement. Dans ce sens, une formation permanente, et non seulement de base, est nécessaire. Certains problèmes de coûts, d'organisation et de recrutement de formateurs se posent.

Recommandations :

Les organismes de radiodiffusion présents ont indiqué les thématiques prioritaires sur lesquelles une formation spécialisée, de base et en continue, est nécessaire : économie (surtout internationale), environnement/développement durable/changement climatique, santé et information médicale, journalisme de proximité et journalisme d'enquête. L'UNESCO a suggéré aussi les thématiques d'égalité de genre et de droit de la femme.

Possibles moyens de financement :

- système de sponsoring par les institutions (ex. Ministères de l'environnement, de l'économie et du commerce, de la culture, de la santé, etc.) ou par les parties prenantes privées (ex. banques, hôpitaux, etc.) de l'offre d'information spécialisée.
- selon la typologie, mise en place de projets de formation inter-organisations (i.e. impliquant 1 ou 2 professionnels issus de différents organismes médias du même pays) ou internationaux (i.e. impliquant 1 ou 2 professionnels issus d'organismes médias de différents pays).

Proposition :

La COPEAM pourrait proposer un module régional de formation dans l'un des domaines indiqués. Des partenariats inter-secteurs pourraient être mis en place afin de fournir les connaissances et les compétences nécessaires pour une offre de formation approfondie. La possibilité d'utiliser le télé-enseignement comme outil complémentaire au présentiel sera considéré (formation multimodale).

Un projet international de ce type pourrait répondre :

- au besoin de former une seule ressource par organisme, en divisant les coûts
- à l'universalité de certaines compétences techniques et de certains contenus (ex. économie international, environnement, etc.)

- e. Utilisation des TIC (satellite, visioconférence, nouveaux médias, etc.) comme outil pour la formation en continue à distance : très peu répandue dans les organismes de radiotélévision francophones.

Constats:

L'AFPA et Uninettuno ont présenté aux participants de la réunion de Casablanca leurs outils et dispositifs de formation à distance fonctionnant dans la région. Des projets de formation à ces technologies ont été mis en place auprès de certains organismes de radiotélévision (ex. PBC).

Intérêt dans les potentialités et les avantages de ce type de plateforme :

- dans les cas de territoires très grands (comme l'Algérie) où les sièges régionaux de la radio et de la télé sont très distants, ou en cas de limitation de la mobilité des professionnels (comme dans les territoires palestiniens), la formation à distance peut représenter un outil efficace.
- les coûts de production initiaux sont amortis en vue de la réutilisation du matériel pédagogique.

Toutefois, dans le domaine du journalisme, la formation distancielle ne peut pas remplacer le présentiel et la formation-action (dimension humaine et activité pratique sur le terrain sont irremplaçables pour apprendre le métier), mais il peut y avoir *complémentarité* entre les deux modèles.

Recommandations :

Un modèle mixte et multimodale de formation en continue pourrait représenter une piste intéressante à explorer. Par exemple, des « paquets » de vidéo-leçons pourraient être un support pédagogique et informatif fonctionnel en phase préparatoire d'un module de formation en présentiel ainsi que comme éléments de mise à jour continue.

Possibilité d'utiliser des outils d'échange par satellite existants pour fournir le matériel pédagogique (voir les plateformes Menos et ERNMed).

Proposition :

Conception et mise en place d'un module pilote de formation multimodale à l'échelle internationale sur un sujet prioritaire commun (voir thématiques indiquées ci-dessous).

- f. formation à l'*approche genre* : réponses largement négatives quant à l'existence d'une formation sur le sujet, mais intérêt fort des interrogés (particulièrement chez les femmes professionnelles : 83,3% des réponses) pour suivre une éventuelle formation sur ce sujet.

Constats:

Intérêt confirmé par les participants à l'atelier. Action prioritaire pour l'Unesco: différentes actions développées sur la sensibilisation au thème de la représentation des femmes et la création de modules pédagogiques sur l'*approche genre*. Femmes et médias : axe transversal d'activité pour la COPEAM⁸.

6. Référentiel emploi et éléments de compétences :

a. Radio :

- « Mise en forme finale de l'information » indiquée par 70% comme activité quotidienne
- « Coordination d'une équipe » indiquée par 25% comme activité quotidienne

b. TV :

- « Coordination d'une équipe » indiquée par 39% (TV fr) et 60% (TV en) comme activité quotidienne
- « Mise en forme finale de l'information » indiquée comme activité quotidienne par plus de la moitié des interrogés
- Réalisation de reportages et grands-reportages : 40% ou plus des activités au quotidien

c. Radio + Tv :

- les activités « Mise en forme finale de l'information », « Sélection de la banque d'images, montage » et "Intervention plateau" sont associés dans la majorité de cas
- « Gestion d'un budget » est une activité jamais réalisée pour la quasi-totalité des réponses (+ de 90%)

- d. L'ensemble des compétences fondamentales indiquées par le questionnaire sont considérées essentielles par la majorité des professionnels interrogés (entre 52% et 67%). Pour le pourcentage restant des compétences techniques comme « Connaître l'environnement technique et les outils », « Maitriser cet environnement technique », « Connaissance des caméras numériques », « Mixage » et « Montage » sont considérés accessoires.

Constats:

Il y a encore une frontière entre le métier du journaliste et les métiers techniques. Les compétences des journalistes sont souvent trop segmentées, avec le risque de ne pas pouvoir garantir l'autonomie en cas d'imprévu ou de restrictions matérielles. Du point de vue des professionnels, il y a une certaine résistance au changement et à l'apprentissage de nouveaux outils techniques. Dans ce cas là aussi, il devient fondamental de promouvoir une action de sensibilisation des professionnels et des décideurs à la nécessité de se former à l'évolution rapide et continue de l'environnement multimédia.

Recommandations :

Il est nécessaire de développer des compétences transversales et la polyvalence (un exemple dans ce sens est le JRI, même s'il est un profil encore en évolution). La « contamination » de compétences facilite l'adaptation et la formation des équipes (interchangeabilité) et comporte des retombées positives sur les coûts : par exemple, une petite télévision peut former des professionnels autonomes pour les utiliser comme correspondants ou dans les rédactions régionales.

De plus, afin de permettre une meilleure compréhension de la filière de production de l'information et favoriser la collaboration à l'intérieur des équipes, il est très utile de sensibiliser les journalistes aux questions techniques pour en intégrer les contraintes.

Il serait utile d'inclure une initiation aux compétences techniques (ex. utilisation des caméras, rudiments de montage, etc.) au niveau de formation initiale ainsi qu'au niveau de formation continue. Néanmoins, il y a des contraintes à considérer :

- la qualité du produit informatif doit rester l'objectif primordial. Il faut être compétitif sans pénaliser les contenus.

⁸ Voir projet EuromedNews, cofinancé par la C.E. <http://www.euromed-news.org/>

- si certaines compétences sont généralisées et considérées dès le niveau de formation initiale il s'agit de modifier le référentiel des compétences.

Parmi les compétences transversales à développer il faut considérer aussi les questions juridiques liées aux images.

Propositions :

Développer des projets promouvant la polyvalence et le travail en équipe, par le biais d'une formation théorique et pratique. Par exemple, la COPEAM, CFI, Soread – 2M et ESJ Montpellier ont lancé le projet « Ulysse 2.0 réseau - journalisme - web » sur le journalisme multiplateforme adressé aux jeunes professionnels issus de membres radiodiffuseurs COPEAM et ASBU.

Comme il y a encore beaucoup de jurisprudence et des réglementations en évolution et très différentes en matière de droits de l'image et des médias et que les experts sont difficilement identifiables, une étude sur les meilleures pratiques dans ce domaine serait souhaitable (par exemple, par des organismes comme l'INA) ainsi que des modules de formations dans ce sens.

- e. pré-requis pour l'accès au métier de journalisme et formation de journalistes : les 6 items/pré-requis⁹ indiqués par le questionnaire ont été généralement considérés essentiels par les interrogés. Plus surprenant, *l'esprit critique* ne recueille la note 3 [fort] que pour 53% des journalistes radio francophones et 63% des journalistes télé francophones. Par contre, dans le contexte anglophone, la tendance s'inverse : *l'esprit critique* est considéré comme un pré-requis essentiel pour 90%. Cette réalité est confirmée dans la section du questionnaire « Formation des journalistes » (item *distance critique*) relative aux objectifs de la formation.

La *connaissance de l'histoire et de l'histoire contemporaine* est un requis minoritaire sur cette population de journalistes francophones : la note 3 [fort] ne représente que 41% sur ce pré-requis. Tendence inverse pour les journalistes anglophones : 91%. Cette situation est confirmée dans la section du questionnaire « Formation des journalistes » où les cultures historique et économique ont obtenu des marques faibles par une bonne partie des journalistes francophones et hautes par les journalistes anglophones.

Constats:

Les compétences à mobiliser sont globalement bien repérées par les professionnels. A l'exception près de quelques compétences incontournables (*esprit critique* et *connaissance de l'histoire*) qui n'apparaissent pas ou peu comme compétences essentielles aux journalistes francophones.

Le questionnaire a recueilli une grande adhésion aux deux citations indiquées qui ont été considérées comme justes par l'ensemble des personnes questionnées. Une précision est souvent annotée sur la nécessité de bien vérifier l'information (question d'accès aux sources) et de la crédibiliser par des faits et non des opinions. La responsabilité du journaliste trouve tout son sens dans cette volonté. La nécessité d'indépendance est très souvent soulignée.

Recommandations :

Un enseignement sur la déontologie, l'éthique et le sens critique serait souhaitable. Une réflexion préalable sur les différentes cultures et la diversité des idées pourrait constituer une étape utile. L'Unesco pourrait avoir un rôle moteur dans ce cadre, par exemple dans la formation des formateurs et des enseignants.

⁹ Items : une culture générale importante - une bonne appréhension du présent - une bonne maîtrise de l'écriture dans sa langue d'origine - une bonne maîtrise de l'oral dans sa langue d'origine - la pratique d'au moins une langue étrangère - un suivi régulier de l'actualité.